

**Jean-Christophe Repon en direct sur France Information vendredi 3 avril 2026 – 6h35 – alerte sur la hausse des prix des matériaux – Retranscription.**

**Journaliste :**

La hausse des prix du pétrole... les artisans ne sont pas seulement touchés à la pompe. Ceux qui représentent 500 000 entreprises en France alertent ce matin sur France Info. Plus de neuf artisans sur dix se disent déjà touchés, sans parler des prix des matériaux, eux aussi en augmentation.

Bonjour Jean-Christophe,

Vous êtes le président de la CAPEB, la Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment. Vous avez interrogé 2 600 artisans et, sur ces 2 600, 92 % subissent la hausse des prix des carburants. C'est le chiffre que vous nous révélez ce matin.

Ça ressemble à quoi, le quotidien d'un plombier, d'un électricien aujourd'hui ?

**Jean-Christophe Repon :**

D'une part, la partie énergie, carburant, déplacements... ça demande une organisation et ça crée une inquiétude.

Et puis nous avons déjà aussi plus de 60 % des entreprises qui ont eu des effets d'annonce de leurs fournisseurs-distributeurs, qui leur disent qu'ils auront, dès le 1er avril – donc ça a commencé – des augmentations des prix allant jusqu'à 20 % a minima

Je voudrais juste faire un petit retour sur le passé pas très lointain de la crise ukrainienne, où nous avons connu plus de 30 % d'augmentation, sans jamais un retour aux prix initiaux d'avant la crise.

Nous avons vécu deux ans de crise, de récession d'activité, la destruction de 15 000 entreprises, 30 000 emplois, dans l'indifférence générale du gouvernement.

Et si nous devons encaisser à nouveau 20 % de hausse, cela voudrait dire une crise majeure dans le bâtiment artisanal.

**Journaliste :**

Ça veut dire qu'il y a un stress, une angoisse aujourd'hui quand on va à la pompe, quand on commande de la marchandise ?

**Jean-Christophe Repon :**

Tout à fait. Nous avons décidé hier soir, avec le réseau – nous avons fait une visio avec l'ensemble de artisans qui sont en responsabilité – de monter une cellule de crise sur la santé mentale.

Parce qu'on a un vrai burn-out qui arrive chez nos artisans, une vraie dépression. Je dirais que c'est la crise de trop.

On a des appels, des témoignages... des décisions de suicide.

On ne veut pas faire pleurer dans les chaumières, mais on a vraiment des artisans qui ne peuvent plus assumer une nouvelle hausse.

Ça veut dire des devis qui vont augmenter, ça veut dire de l'activité en moins. C'est du pouvoir d'achat des Français qui disparaît.

**Journaliste :**

Alors justement, je vous propose d'écouter Vincent, artisan plaquiste à Montpellier. Ses fournisseurs l'incitent en ce moment à faire des stocks avant que les prix ne s'envolent, mais il n'est pas en mesure de le faire.

**Témoignage d'un artisan plaquiste à Montpellier (intervention de la rédaction / non capeb) :**

“J'ai deux fournisseurs qui m'ont appelé pour me prévenir que si j'avais des commandes à passer, il fallait les passer rapidement, puisqu'en avril on aura des augmentations de 10 à 15 %.

J'ai un ami qui fait de la clim, lui il a acheté une dizaine de clim pour stocker un petit peu. Moi, non, c'est compliqué.

Les plaques de plâtre, les rails... on a déjà un stock conséquent. En prendre plus, stocker, c'est aussi un coût, c'est de l'avance de trésorerie. Donc je n'ai pas les moyens de le faire tout de suite.”

**Journaliste :**

Jean-Christophe, en plus des carburants, vous l'avez dit, les matériaux – le bois, le PVC – augmentent aussi. Quels sont ceux qui subissent les plus fortes hausses aujourd'hui ?

**Jean-Christophe Repon :**

Actuellement, les plus fortes hausses concernent tout ce qui est autour du PVC, donc la plasturgie.

Mais on s'aperçoit que le bois augmente aussi, notamment à cause des colles, etc., à hauteur de 15 à 20 % à peu près. Et on a des pics à plus de 100 % d'augmentation.

**C'est pour ça qu'on demande au gouvernement, via la cellule de crise, de regarder les indices BT. On veut pouvoir détailler les prix, comprendre, quand on augmente de X %, ce qui relève du prix de l'énergie ou d'autres facteurs.**

Il y a une incompréhension des artisans.

On voit bien que certains fournisseurs incitent à surstocker, à commander rapidement. Donc il y a une forme de spéculation qui s'opère, qui crée une pénurie et une hausse des prix.

On a vu des fournisseurs qui garantissent les prix d'achat aux artisans sur 24 à 48 heures. C'est-à-dire que si vous recommandez le lendemain, c'est plus cher.

On ne peut qu'avoir ce sentiment que les fournisseurs spéculent sur l'augmentation, tant qu'on n'aura pas de transparence sur les prix.

**C'est pour cela que nous demandons un observatoire des prix, pour comprendre précisément comment ils sont construits et justifier les hausses.**

**Journaliste :**

Un artisan qui a signé un devis en janvier et qui voit ses matériaux augmenter de 15 à 20 %, qu'est-ce qu'il fait ? Il absorbe ? Il renégocie ? Il perd le chantier ?

**Jean-Christophe Repon :**

Dans un marché privé de gré à gré avec le client, il serait intelligent de renégocier.

Nous, on a demandé à nos artisans de réduire la durée de validité des devis de 30 jours, pour qu'ils puissent suivre au mieux l'augmentation. **Et c'est pour ça que nous demandons au gouvernement — et j'ai commencé à le demander hier au ministre du Logement, M. Jeanbrun — de mettre en place un vrai plan de sauvegarde de l'artisanat du bâtiment, avec un geste fort : baisser la TVA sur la rénovation, qui représente la majorité de nos travaux, de 10 % à 5 %, pour pouvoir sauver l'emploi.**

On a calculé que ce passage de TVA à 5 % donnerait du pouvoir d'achat, en particulier. C'est une demande que vous avez formulée et que j'ai commencé à porter hier auprès du ministre Jeanbrun, mais que nous proposerons bien sûr au Premier ministre pour préserver l'emploi.

**Si on bascule cette TVA, cela donne du pouvoir d'achat aux particuliers et non de l'argent aux entreprises. Ce n'est pas une aide aux entreprises, c'est de l'activité pour les entreprises. Cela représente environ 2 milliards de chiffre d'affaires en plus et à peu près 10 000 emplois qui peuvent être sauvés.** Et on a besoin de ça, sinon on entre dans une crise, une récession forte, surtout après les crises dont vous nous avez parlé, notamment la guerre en Ukraine.

Sinon, nous risquons d'entrer dans une crise, une récession forte.

**Journaliste :**

Pour terminer, des auditeurs se demandent si leurs devis vont augmenter dans les prochaines semaines, voire s'il pourrait y avoir des ruptures chez les fournisseurs ?

**Jean-Christophe Repon :**

On va probablement observer des pénuries, puisqu'on voit une volonté de constituer du stock.

Puisqu'on voit qu'il y a une volonté de reconstituer du stock. **Donc on risque d'avoir des tensions d'approvisionnement, mais bien évidemment, si les entreprises artisanales doivent assurer leur survie économique, elles seront obligées d'augmenter leurs prix pour pouvoir absorber les charges qu'elles auront.**

**Donc, de fait, le marché va augmenter. Et comme après la guerre en Ukraine, il n'est jamais revenu ni aux niveaux de stocks ni aux niveaux de prix initiaux.**

**Cela signifie qu'on enlève du pouvoir d'achat et de la capacité pour les Français d'investir, de rénover, de décarboner et d'atteindre une sobriété énergétique. C'est pour nous un défi essentiel.**

**Journaliste :**

Merci beaucoup Jean-Christophe Repon, président de la CAPEB, d'avoir été avec nous ce matin sur France Info.